

## Communiqué des candidats communistes / Front de gauche

Yvonne Rainero et Jean-Claude Perrot

À Quimper comme au plan national, les résultats du 1<sup>er</sup> tour des législatives sont l'expression d'une crise politique et démocratique profonde.

Du non majoritaire au référendum de 2005 bafoué par des élus sourds à la volonté des électeurs, à la loi El Khomri imposée à coups de 49/3 malgré le refus de 70 % des Français, la démocratie n'a cessé de se dégrader, les institutions de la 5<sup>ème</sup> République sont à bout de souffle, tandis que les marchés financiers ont pris de plus en plus de pouvoir sur notre société au détriment des aspirations populaires.



Dans notre circonscription, entre le 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle et celui des législatives, il y a eu près de 24 000 votants en moins, un électeur sur trois n'est pas retourné aux urnes, alors que les législatives devraient permettre au contraire de décider des choix politiques essentiels. Ce n'est pas un désintérêt vis-à-vis de la politique, mais le signe que ce système verrouillé doit céder la place à une nouvelle république sociale et citoyenne.

Loin de répondre à cette attente, M. Macron entend poursuivre et aggraver les politiques au service des 1 % les plus riches : casse du code du travail, des services publics, des retraites solidaires, augmentation de la CSG, suppression de 120 000 emplois de fonctionnaires, gouvernement par ordonnances, concentration du pouvoir entre les mains d'un homme supposé providentiel...

C'est pour appliquer en bonne exécutante cette politique libérale que s'engage la « candidate du président », comme se définit Annaïg Le Meur.

Son suppléant, le maire de droite de Pluguffan, restera associé à la décision de fermeture du bureau de poste de sa commune, au nom sans doute de la « Cohésion des territoires », poste ministériel détenu par un certain Richard Ferrand.

Les nouvelles têtes cachent de vieilles recettes libérales et autoritaires qui vont enfoncer encore plus notre pays dans la crise.

Quant à Jean-Jacques Urvoas, il ne faut pas compter sur lui pour s'opposer à cette politique régressive, pas plus qu'il ne s'est opposé aux choix désastreux du quinquennat Hollande, y participant au contraire à des postes de responsabilité, président de la Commission des lois puis ministre de la Justice.

Il le dit d'ailleurs lui-même, il ne sera pas un opposant au nouveau président, dont il souhaite la réussite, et à son gouvernement de consensus libéral.

Mieux, il propose de mettre ses compétences à leur service. S'il faut en juger par les lois qu'il a soutenues, ANI, CICE, loi El Khomri..., ces compétences-là ne valent rien de bon pour le monde du travail.

Contrairement à Jean-Jacques Urvoas, nous refusons ces reculs sociaux et démocratiques et nous les combattons.

Les communistes seront aux côtés des salariés, des citoyens, de celles et ceux pour qui le mot « gauche » n'est pas synonyme de libéralisme, de soumission au pouvoir de l'argent, mais de valeurs humaines, démocratiques, progressistes, écologiques.

Et nous allons engager le débat avec toutes et tous, sans pause estivale, pour alerter, rassembler et mobiliser contre la casse du code du travail et contre les ordonnances.

**L'été, ce n'est pas fait pour casser le Code du travail !**